

## ***Les Aldudes ou Pays-Quint en Basse-Navarre***

Le pèlerin de St-Jacques-de-Compostelle, le colporteur ou tout simplement le voyageur qui arrivait autrefois à St-Jean-Pied-de-Port et voulait poursuivre sa route vers Pampelune avait le choix entre deux itinéraires.

Il pouvait prendre la direction du col de Roncevaux puis gravir successivement deux autres cols, Mezquiriz et Erro : c'était la route classique des pèlerins.

Il pouvait aussi passer par Baïgorry et franchir les Pyrénées par le col beaucoup plus accessible mais moins connu d'Urquiaga.

La seconde solution lui permettait, avant de franchir la ligne de partage des eaux, de découvrir la zone appelée Monts des Aldudes. Après avoir traversé difficilement la vallée de Baïgorry très encaissée il voyait tout à coup son horizon s'élargir : une vaste plaine s'ouvrait devant lui, bordée à l'Est et à l'Ouest de montagnes de faible relief tandis qu'au Sud notre voyageur devinait qu'il aurait encore à peiner pour se frayer un passage vers la Navarre méridionale. En fait, il n'avait plus que le col d'Urquiaga à passer.

Les Aldudes ! Les pèlerins qui avaient emprunté cette voie n'y trouvaient pas de relais, tout juste quelques abris en planches sous lesquels, à la mauvaise saison, ils pouvaient se réfugier. Ceux qui voyageaient à cheval avaient de la peine à convaincre leurs montures de poursuivre leur route : la plaine verdoyante qu'ils venaient d'atteindre incitait les bêtes à se restaurer après une longue marche au cours de laquelle elles n'avaient presque rien trouvé à se mettre sous la dent. La plaine aussi bien que les montagnes environnantes étaient d'ailleurs parcourues en été par de nombreux troupeaux, des brebis surtout mais aussi des porcs, des vaches et des chevaux.

La plaine et les montagnes des Aldudes, qu'on appelait aussi "Pays-Quint", n'ont été jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle qu'une réserve de pâturages exploités en commun par les éleveurs de Baïgorry, de Valcarlos, de Baztán et d'Erro, les vallées voisines. On ne s'y installait pas. Tout au plus, à la belle saison, quelques bergers, quelques vachers y séjournaient-ils dans de méchantes cabanes. Les éleveurs, tous Navarrais, mais appartenant à deux *Meríndades*<sup>1</sup>, étaient disputés pendant des siècles pour la possession de ces terres. Le seul accord auquel ils avaient souscrit, tacitement, depuis la nuit des temps, était celui de considérer Les Aldudes comme "Pays Indivis", autre appellation qui était d'ailleurs couramment donnée à cette contrée.

Jusqu'au début du XVI<sup>e</sup> siècle personne ici n'imaginait qu'une ligne frontière bien définie sur carte géographique et matérialisée par des bornes traverserait un jour cette Zone. Mais en 1512, le Royaume de Navarre disparaît, annexé par Ferdinand le Catholique, roi de Castille. Les communautés pastorales "co-indivisaires" des Aldudes relèvent dorénavant de

deux royaumes distincts. En pratique la région est restée indivise mais peu à peu les rois d'Espagne abandonnent la Basse-Navarre qu'ils appellent "Merindad de Ultra-Puertos". En même temps, les descendants des Rois de Navarre revendiquent le titre. Ils exercent même une certaine autorité sur la Basse-Navarre jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle et l'accession au trône de France d'un arrière-petit-fils de Catherine de Foix, la dernière reine régnant à Pampelune : Henri III de Navarre devient en 1589 Henri IV de France.

Cependant l'accès aux pâturages du Pays-Quint avait toujours été plus difficile pour les éleveurs de Baztán et d'Erro que pour ceux de Baïgorry. Si l'on ajoute à cela un accroissement particulièrement important de la population de Baïgorry à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, on comprendra facilement que ce furent des cadets de Baïgorry qui, les premiers, commencèrent à s'implanter aux Aldudes, à coloniser en quelque sorte le "Pays Indivis".

Ces installations qui s'accompagnaient naturellement de défrichements de terres, de constructions de clôtures, furent violemment combattues non seulement par les gens de Baztán et d'Erro mais par les Baïgorriens eux-mêmes qui considéraient leurs fils comme des usurpateurs de terres du domaine public. Et c'était vrai ! Des éleveurs de Baztán et d'Erro, encore que peu nombreux, imitèrent bientôt les cadets de Baïgorry, tant et si bien qu'encore aujourd'hui, on peut lire, gravée sur le linteau d'une des maisons les plus anciennes des Aldudes, l'inscription suivante : "Esta casa es de Bal de Erro". Non-sens géographique mais affirmation d'appartenance.

Les colonisateurs furent tenaces. C'est ainsi que petit à petit se forma un village neuf et une communauté pastorale nouvelle qui accapara à son profit les Monts des Aldudes, s'identifiant même à ceux-ci en adoptant pour leur village la dénomination Les Aldudes, Aldude en basque, Los Aldudes en espagnol.

Les Aldudiens ont dû beaucoup se battre pour se maintenir. Ils se sont battus contre les gens d'Erro, ils se sont battus contre les gens de Baztán, mais probablement davantage encore contre les Baïgorriens. Ceux-ci se refusèrent pendant longtemps à reconnaître la légitimité des possessions de ceux qui étaient pourtant essentiellement leurs fils.

Alors que la pression de Baztán et d'Erro sur les pâturages du Pays-Quint se relâchait, celle de Baïgorry se maintenait. Il est très vraisemblable que, dans le cadre d'une Navarre unitaire ces querelles de voisinage se seraient très vite cantonnées à des affrontements Baïgorry-Aldudes, puis se seraient progressivement éteintes. Mais la Navarre venait d'être déchirée et l'attribution de ses dépouilles à deux puissances différentes, la France et l'Espagne, contribua à réveiller et alimenter le vieil antagonisme entre Baïgorry soutenu par Paris et les Vallées voisines, Baztan et Erro, soutenues par Madrid.

Leur seul point d'accord avait été précédemment de considérer Les Aldudes comme pays indivis. Ils s'accordaient maintenant pour considérer les Aldudiens comme des usurpateurs et chacun réclamait l'intervention de son autorité de tutelle pour arbitrer des conflits incessants.

Parmi les nombreuses tentatives de règlement de ces conflits, l'Histoire nous rapporte la tenue de certaine Conférence internationale sur la "question des Aldudes" à Arnéguy en 1717 : les Commissaires s'installèrent sur le pont, de chaque côté d'une table placée très

exactement sur l'axe de la rivière. Le problème des pâturages n'y fut pas résolu. Par contre, on s'accorda pour considérer que les Aldudiens étaient des "hommes sans culture" et, de plus, "n'observant pas les préceptes de l'Eglise" d'où la décision de leur affecter les services d'un prêtre qui arriverait bien à les civiliser ou à les convertir. Ce fut un début de reconnaissance des Aldudes comme communauté distincte dans la Vallée de Baïgorry : elle n'eut pas encore droit à être représentée par un jurat à la Cour Générale, mais la présence permanente d'un prêtre permettrait à cette communauté de s'ériger en paroisse quelques années plus tard.

Les querelles pour la possession des pâturages se poursuivaient.

Fatiguées par les récriminations de leurs sujets, bergers de Haute et Basse Navarre, et sollicitées par toutes les parties intéressées, les Couronnes de France et d'Espagne se décident à intervenir vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une Commission mixte franco-espagnole est nommée. Sa mission n'est plus de rechercher un compromis boiteux entre les intérêts identiques de communautés pastorales voisines. Elle est de tracer une ligne frontière bien précise qui délimitera nettement l'assiette des souverainetés de chacune des deux nations tout en supprimant définitivement une indivision que chacun s'accorde à reconnaître comme source de dissensions insurmontables.

Les plénipotentiaires désignés pour mener à bien cette opération sont le Chevalier Ventura Caro pour l'Espagne et le Comte d'Ornano pour la France. Caro est Navarrais. Ornano a des attaches en Basse-Navarre et particulièrement à Baïgorry : il a épousé une fille du vicomte d'Echaz. Il a peut-être aussi des parents ou du moins des relations en Pays de Cize<sup>2</sup>.

Mais où ces hauts personnages établiront-ils la ligne frontière? Le village des Aldudes deviendra-t-il territoire espagnol ou restera-t-il à la France ? La Commission franco-espagnole ne consulte pas les Aldudiens eux-mêmes : officiellement, c'est tout juste s'ils existent. Par contre, elle consulte Baïgorry, elle consulte Erro et Baztán ; elle consulte aussi Valcarlos parce qu'il faut résoudre en même temps une question très embrouillée sur Ondarrole. Sur Les Aldudes, les positions sont radicalement opposées : attribution totale à l'Espagne d'un côté, attribution totale à la France de l'autre. Baïgorry aussi bien que Baztán ou Erro rêvent encore et s'imaginent récupérer des terres aux dépens des Aldudiens.

Aurait-on pu neutraliser cette zone ? Personne n'y pense et surtout pas les plénipotentiaires qui ne peuvent concevoir l'abandon d'une parcelle quelconque de souveraineté ni pour la France ni pour l'Espagne.

On pourrait penser que le comte d'Ornano, du fait de ses attaches familiales, aura à cœur de sauvegarder les droits des Baïgorriens. Ceux-ci ne voudraient pas de frontière mais, puisque frontière il doit y avoir, que du moins son tracé leur soit favorable.

En Vallée de Baïgorry on sait que les instructions reçues par la délégation française lui recommandent d'obtenir un accord sur des limites naturelles en tenant compte, autant que faire se pourra, des accidents de terrain, cours d'eau, lignes de crêtes. Au Sud des Aldudes, par conséquent, le moins qu'on espère est une frontière qui suive la ligne de partage des eaux. On en voudrait bien un peu plus sur le versant méridional du Pays-Quint mais on n'y compte pas trop. On ne consulte pas les Aldudiens mais on ne peut pas les ignorer totalement. Or,

depuis la déchirure de la Navarre et la nécessité sous-entendue de se rallier à un drapeau ou à un autre on les a toujours considérés comme français tout au moins pour la plupart d'entre eux. Les gens de Baztán et Erro ne peuvent guère faire admettre par leur propre représentant, le chevalier Caro, que la zone en litige serait naturellement espagnole. Ils insistent pourtant et ils obtiennent finalement un partage du "Pays indivis" : la plus grande partie doit rester à Baïgorry mais une portion des Aldudes, à l'extrême Sud, environ deux mille hectares, sur lesquels se sont établies peu de familles, sera attribuée à Erro et Baztán. Émoi considérable dans la Vallée qui envoie immédiatement une délégation de jurats au comte d'Ornano. Les protestations se font sur un ton si véhément, en particulier celles de Jean Harismendy, que le représentant du Roi se sent outragé. Il fait arrêter les jurats et les envoie réfléchir au fond d'un cachot à la citadelle de St-Jean-Pied-de-Port. Ils reviennent quelques jours plus tard à Baïgorry et y sont reçus en triomphe par tout le village. Leurs protestations n'auront, hélas, servi à rien. Elles ont peut-être même produit un effet contraire à celui qu'ils recherchaient. Ornano a cédé aux exigences de Caro sur toute la ligne et la frontière passera suivant le tracé connu depuis sous le nom de "Ligne d'Ornano", frontière totalement artificielle et arbitraire.

Le traité est signé le 27 août 1785 à Elizondo.

Cette frontière a non seulement consacré la séparation entre la Haute et la Basse-Navarre mais elle a coupé en deux une communauté pastorale nouvelle qui s'était installée en pays indivis, car ce que nous appelons aujourd'hui Les Aldudes c'est justement une communauté pastorale qui avait commencé à s'établir un siècle plus tôt et que ne voulaient reconnaître ni Erro, ni Baztán ni Baïgorry. Elle n'a absolument pas été consultée en 1785. Qu'aurait-elle dit si elle l'avait été ? Elle aurait choisi d'être incorporée en totalité à la Haute-Navarre ou en totalité à la Basse-Navarre mais sûrement pas d'être coupée en deux.

La négociation Ornano-Caro nous remet en mémoire certain jugement célèbre que rapporte la Bible : deux femmes se disputaient la possession d'un enfant, chacune affirmant être sa mère. Le Roi Salomon appelé à trancher le litige venait d'ordonner qu'on coupe l'enfant en deux morceaux lorsque l'une des deux femmes se précipita pour le supplier de remettre l'enfant entier à son adversaire, d'où reconnaissance par le Roi de la véritable mère. La Bible ajoute que tout Israël admira la sagesse de son Roi.

Le jugement d'Ornano et Caro ne provoqua aucune admiration.

Un peut se demander maintenant quelles ont été les motivations qui ont amené le comte d'Ornano à céder au chevalier Caro. On les trouve peut-être en partie dans des querelles de personnes ou de familles à Baïgorry même. Ornano avait épousé une Echauz. Or la vicomtesse Marthe de Saint-Martin sa belle-mère avait été, pour divers motifs, en conflit quasi permanent avec certains notables de Baïgorry. Ornano a-t-il épousé la querelle de sa belle-famille ? Ce n'est pas impossible. Ces mêmes notables, les jurats, n'ont-ils pas reporté sur Ornano la hargne qu'ils vouaient à sa belle-mère ? Et Ornano, exaspéré par leur attitude, n'a-t-il pas voulu leur faire payer leur insolence ? La question reste posée.

On a été tenté de croire que les conflits entre les Echauz et les notables baïgorriens étaient une querelle de classe entre noblesse et bourgeoisie. Et pourtant non : il y avait à cette

époque, à Baïgorry, une autre famille noble, moins titrée mais tout aussi prestigieuse que les Echauz, c'étaient les Urdos. Pierre d'Urdos, seigneur moyen et bas-justicier d'Urdos, Sorhouette et autres lieux intervint lui aussi discrètement auprès du comte d'Ornano en 1785 mais il ne put éviter l'irréparable et, deux ans plus tard, lors d'une assemblée générale mémorable qui réunissait tous les maîtres de maison de la Vallée, il fut l'un des principaux intervenants et s'éleva solennellement contre la trahison que représentait pour Baïgorry la signature du traité d'Elizondo<sup>3</sup>.

La transaction conclue entre Ornano et Caro ne satisfaisait personne et, de fait, le traité resta lettre morte et ne fut même pas promulgué. Les querelles continuèrent. Elles s'envenimèrent même parce que les éleveurs d'Erro surtout, qui avaient pratiquement cessé depuis longtemps de faire pacager leur bétail en "Pays Indivis", prétendaient maintenant retirer quelque profit d'une propriété qu'on leur disait leur avoir été adjugée : pour en permettre l'accès aux troupeaux de Baïgorry ils exigeaient le paiement d'une redevance. Les Baïgorriens qui se considéraient comme frustrés de leurs droits légitimes organisaient alors des représailles. Ce furent parfois de véritables expéditions armées qui allèrent confisquer du bétail des voisins et bien loin des Aldudes, jusqu'à Roncevaux ou Burguete.

Le problème n'était donc pas résolu. En 1856, la Couronne Royale d'Espagne et la Couronne Impériale de France ne recherchent une fois de plus une solution. Et apparemment elles la trouvent. Elles maintiennent le tracé de frontière imaginé soixante-dix ans plus tôt par Ornano et Caro mais elles concèdent à Baïgorry l'usufruit exclusif et perpétuel des pâturages sur ces deux mille hectares qui avaient été attribués en 1785 à Erro et Baztán. Ceux-ci restent propriétaires du sol et percevront un fermage. L'Etat français se charge du paiement de cette rente car naturellement les Baïgorriens estiment n'avoir rien à payer et, en pratique, ce sont les Aldudiens seuls qui utilisent les pâturages récupérés, car Baïgorry a fini par reconnaître la légitimité d'une communauté qui a pour lors deux cents ans d'existence.

L'État Espagnol exerce donc sa souveraineté sur une bande étroite de territoire à l'extrême sud de la Basse-Navarre, partie des Aldudes où vivent quelques familles françaises qui vont continuer à se considérer comme dépendant de la municipalité des Aldudes ou, plus tard de celle d'Urepel lorsque ce quartier des Aldudes s'érigera en commune indépendante, mais jamais de Baztán.

L'empereur Charles-Quint, roi d'Espagne, héritier d'une Navarre annexée par Ferdinand le Catholique, estima ne pouvoir assurer la défense de sa "Merindad de Ultra-Puertos" et il l'abandonna mais après tout, la coupure correspondait à une division géographique naturelle. On peut se demander aujourd'hui pourquoi l'Etat Espagnol s'entête à maintenir la coupure, bien artificielle celle-ci, d'une communauté à laquelle trois siècles d'existence ont conféré une unité et une légitimité indiscutables ?

Un épisode peu connu de l'histoire locale, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est le suivant :

La Révolution Française a entraîné une guerre franco-espagnole que nos voisins ont appelée "Guerre contre la Convention", qui s'est terminée par la paix de Bâle en 1795. Les opérations militaires, au cours desquelles s'illustra en particulier un Baïgorriar qui devait

devenir célèbre, le maréchal Harispe, se sont déroulées le long de la frontière entre St-Jean-Pied-de-Port et Hendaye. Or, à un moment donné, les troupes espagnoles sous le commandement du général Ventura Caro<sup>4</sup> ont occupé Les Aldudes.

À ce propos, un article récemment publié par le Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne expose le point de vue des Espagnols sur certains épisodes de la "Guerre contre la Convention". Nous apprenons ainsi que l'occupation des Aldudes commença le 8 avril 1794 et que l'opération fut confiée au Marquis de Saint-Simon qui était alors à la tête de la "Légion Royale des Pyrénées", unité composée d'émigrés Français hostiles à la Révolution. Le Marquis établit son quartier général sur un point qui lui permettait de surveiller les mouvements qui pourraient se produire sur la plaine des Aldudes. Il s'installa dans la maison "Chotro" au quartier d'Esnazu. Je connais bien cette maison.

Pendant l'occupation des Aldudes, les chefs de famille se sont réunis un jour et ont voté une motion demandant le rattachement de leur village à la Couronne d'Espagne. Il leur fallait trouver des justifications honorables : ils avancèrent que les Baïgorriens leur "faisaient subir des vexations continuelles et tentaient de les priver avec la plus grande inhumanité des moyens indispensables à leur subsistance sans autre motif que celui de ne point adopter les impies et pernicieuses maximes sur la religion catholique, apostolique et romaine". Sans l'avouer ouvertement ils laissaient ainsi entendre qu'avec le rattachement à l'Espagne disparaîtrait pour eux la concurrence des Baïgorriens sur leurs pâturages du Pays-Quint, tandis qu'ils ne craignaient plus celle d'Erro ou de Baztán qui avait pratiquement cessé de s'exercer.

L'occupation des Aldudes par l'armée espagnole dura peu de temps. On imagine aisément que la reprise du village par les troupes françaises devait entraîner des représailles. Le Représentant du Peuple Péraud qui accompagnait les "colonnes libératrices" eut très vite connaissance de la motion dont je vous ai parlé : copie lui en avait été remise par un villageois. Féraud fit suivre à Paris et demanda à la Convention des instructions sur l'attitude qu'il devrait adopter envers «les infâmes Aldudiens, ces lâches déserteurs de la mère patrie, ces vils esclaves indignes du nom français». Il est assez curieux de constater que finalement les représailles n'ont pas été à la hauteur de ce qui pouvait être considéré comme un acte de haute trahison collective. Pour les peccadilles présumées de quelques habitants, certains villages, Sare, Ascain, Itxassou, avaient vu toute leur population déportée. Aux Aldudes on brûla seulement les maisons des instigateurs de la motion, ceux qui avaient suivi le Marquis de Saint-Simon dans sa retraite.

Il ne fut jamais plus question d'incorporation à la Couronne d'Espagne.

Cet épisode fugace dans l'histoire d'un village qui, à certain moment, s'est trouvé plus ou moins contraint de choisir entre la France et l'Espagne, nous fait songer avec une certaine nostalgie au temps de la Navarre une et indépendante. Si la naissance puis le développement de la communauté pastorale qui se fixa aux Aldudes s'étaient produits dans le cadre d'une souveraineté unique, on eût certainement évité ces antagonismes qui se sont nourris des protections accordées par deux puissances distinctes.

Un siècle et demi s'est écoulé depuis le traité de 1856. On ne peut affirmer qu'aient totalement disparu les conflits entre communautés pastorales, mais ce ne sont plus que des

querelles inévitables de voisinage. La communauté des Aldudes jouit intégralement et presque exclusivement des pâturages du “pays indivis” même si, en théorie, cet usufruit est réservé à la Vallée de Baïgorry. Les voisins de Baztán et d’Erro ne manifestent plus la moindre prétention là dessus; ils ne parlent plus d’usurpation sauf s’ils se réfèrent à l’Etat Espagnol qui a prétendu en 1877 leur confisquer une propriété qu’il leur avait octroyée en 1785.

Un autre genre de conflits a fait son apparition dans cette zone de deux mille hectares que nous appelons “Pays-Quint” et que les Espagnols appellent “*Quinto Real Septentrional*” : il s’agit de conflits entre nos éleveurs et les représentants du pouvoir central espagnol jaloux d’une souveraineté qui nous semble celle-ci bien usurpée. Les protecteurs naturels des éleveurs sont leurs autorités municipales qui s’efforcent d’aplanir les difficultés lorsqu’elles surgissent. Un Baztanais, Pedro Esarte, qui s’est intéressé à l’histoire des Aldudes nous rapporte un épisode particulièrement représentatif de cette manifestation abusive de la souveraineté espagnole : un jour de 1882, l’ingénieur Valeriano Gonzalez donna rendez-vous au Syndic de la vallée de Baïgorry dans une borde du Pays-Quint pour discuter de diverses questions. Le Syndic s’y rendit accompagné d’un garde. A peine était-il entré dans la borde qu’il fut mis en joue par huit *carabíneros* qui accompagnaient l’Espagnol. Inutile de préciser que, commencée de cette façon, l’entrevue ne fut pas spécialement cordiale.

Sans aller jusque là, on pourrait citer de nombreuses manifestations de l’Administration centrale espagnole qui essaie d’entraver le libre exercice, par les Aldudiens, de droits que ne leur discutent plus ni Baztán, ni Erro, ni Baïgorry.

À un autre niveau, enfin, un contentieux se poursuit entre Paris et Madrid depuis plusieurs années : quelle somme d’argent l’Etat français doit-il payer annuellement à l’Etat espagnol en compensation de la perte d’usufruit du Pays-Quint ? Comme si l’Etat Espagnol avait, au cours de son histoire, été quelquefois propriétaire en “Pays Indivis” ? La Navarre, autant celle du Nord que celle du Sud des Pyrénées, reste en dehors de cette discussion dérisoire.

Au cours de leur longue histoire, les habitants des Aldudes se sont vus soumis à des tutelles administratives, successives ou concomitantes, de l’Espagne et de la France. Ils ne peuvent cependant pas oublier que leurs racines profondes sont navarraises et, sans prétention, leur position géographique charnière les prédispose tout naturellement à se considérer comme un modeste maillon de cette chaîne symbolique qui relie la Haute à la Basse-Navarre. Pourquoi la France et l’Espagne ne renonceraient-elles pas chacune à sa souveraineté sur ce territoire qui deviendrait ainsi un trait d’union entre les deux Navarre ? Pourquoi Paris et Madrid ne déclareraient-ils pas ensemble que le peuple des Aldudes est une composante du peuple navarrais ? Son blason peu connu n’est-il pas précisément entouré des chaînes de notre chère vieille Navarre ?

Il n’est pas interdit de rêver...

Je terminerai avec une petite digression. L’Espagne subit depuis près de trois siècles, si je ne me trompe, l’occupation de Gibraltar par les Anglais. De son côté, elle maintient une épine sur le flanc Nord du Maroc avec Ceuta et Melilla, et puis une petite écharde au Sud-Ouest de la France, en plein cœur des Aldudes. Elle lâcherait bien Ceuta, Melilla, le Pays-

Quint Septentrional et même cette autre absurdité qu'est l'enclave de Llivia dans les Pyrénées-Orientales, pour récupérer Gibraltar.

Malheureusement, ni le Maroc ni la France n'ont aucun moyen de pression sur les Anglais. Et puis surtout, il faut bien le dire, le sort des Aldudes n'a jamais beaucoup préoccupé nos Gouvernements à Paris, et très rarement leurs représentants en province.

Albert CHABAGNO

## Notes

---

<sup>1</sup> La Merindad était une subdivision administrative de l'ancien Royaume de Navarre

<sup>2</sup> On trouve, en effet, sur les registres paroissiaux d'Uhart-Cize, en date du 14 juin 1785, l'acte de baptême suivant : *Ce mardi quatorzième jour de juin mil sept cens quatre vingt cinq, par moy soussigné curé de la paroisse d'Uhart et de la rue St-Michel à St-Jean-de-Pié-de-Port, a été baptisé François Marie né avant-hier de légitime mariage de Monsieur Henry de Fargues et de dame Clotilde Pemartin conjoints, maitres de la maison "Florena" en la rue St-Michel. Parrain Messire François Marie, Comte d'Ornano, Marechal des Camps et Armées de Sa Majesté très chrétienne, son plenipotentiere pour la fixation des limites des deux Navarres et de toutes les Pyrénées. Marraine Madame Marie Behic dame de la noble maison d'"Apat" à Bussanarits ; le père absent. Lesquels ont signé avec moy.* Suivent les signatures : Le comte d'Ornano - Behic Dapat - Mendiry curé.

<sup>3</sup> Voici ce que quarante ans plus tard, un sous-préfet de Mauléon, Clément d'Andurain, écrivait à un petit-fils de Pierre d'Urdos, Prosper de Salha, maire d'Aïcirits :

« Mauléon le 26 novembre 1829

Monsieur,

J'avais remis, avec votre autorisation, les papiers ci-joints à M. Gleizes, qui les a gardés pendant tout le temps qu'a duré sa mission à Arnéguy. Ils m'ont été renvoyés aujourd'hui et je m'empresse de vous les transmettre, en vous remerciant de la bonté que vous avez eue de me les confier. La lecture de ce dossier prouve que la vallée de Baïgorry a toujours eu en Mr d'Urdos le défenseur le plus éclairé de ses droits. Nous y avons trouvé des renseignements très intéressants sur les Conférences anciennes au sujet de la malheureuse affaire des Aldudes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance ..... - Signé d'Andurain».

La mission du commandant Gleizes à laquelle il est fait allusion dans cette lettre est l'une des nombreuses tentatives de rectification de frontière qui eurent lieu depuis le 27 août 1785. Deux cents ans après le traité d'Elizondo, la communauté pastorale des Aldudes a dorénavant 500 ans d'existence, ce qui lui assure une légitimité indiscutable et la voilà toujours traversée par cette malheureuse et absurde "Ligne d'Ornano".

<sup>4</sup> Celui-là même qui, quelques années plus tôt, avait signé le traité d'Elizondo.